

Batiment BRUN (sous sol),
Batiment Bleu (gaine technique)

CETE Apave Sudeurope AGENCE DE TOULON Immeuble le Coudon 245, avenue de l'université 83160 LA VALETTE DU VAR Tél. : 04 94.00.12.30	CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SECURITE SOCIALE 247, avenue Jacques CARTIER 83090 TOULON CEDEX 9
Affaire suivie par : M Benjamin ANGUILLE Contrat/Mission n : 30752859	Toulon, le 22/05/2010
CONFIDENTIEL RAPPORT AMIANTE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION DE PARTIES D'IMMEUBLE SUIVANT L'ARTICLE R 1334.27 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ET L'ARRETE DU 2 JANVIER 2002 DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LES RISQUES SANITAIRES LIES A UNE EXPOSITION A L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS	



"BATIMENT BLEU & BATIMENT BRUN"
247, AVENUE JACQUES CARTIER
83000 TOULON

Nom et adresse du propriétaire : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale 83090 TOULON cedex 9
Parties de l'immeuble concernées : Ce repérage est réalisé dans le cadre des travaux mentionnés au § 2)
Accompagnateur : M Claude VESIN
Laboratoire d'analyse : Eurofins LEM
N° du rapport et date d'émission : 5155373-001-1 du 22/05/2010
Nombre de pages : 8 plus 9 annexes
Date de la visite : 04/05/2010
Numéro de police d'assurance Amiante : AXA 27 76 42 32 04
Diffusion : 1 exemplaire à l'attention de M. Claude VESIN.

Intervenant CETE Apave Sudeurope : M. Benjamin ANGUILLE titulaire de la certification BVC n°1758397
 (Certificat n° DI1770 selon le référentiel AFAC ASCERT INTERNATIONAL AAI/A/10251)

Signature

Le présent document :

- ne peut être reproduit que sous sa forme intégrale
- doit être communiqué aux personnes des entreprises concernées par les démolitions partielles
- ne suffit pas pour répondre aux exigences réglementaires en matière de repérage concernant la protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante stipulées dans le Décret 2006-761 du 30 juin 2006.

CETE APAVE SUDEUROPE

Société par Actions Simplifiée au Capital de 6 502 500 € - N° SIREN : 775 581 812 - Site Internet : www.apave.com

LYON 177 route de Sain Bel BP 3 69811 TASSIN CEDEX Tél. : 04 72 32 52 52 - Fax : 04 72 32 52 00	MARSEILLE <small>SIEGE SOCIAL</small> 8 rue Jean-Jacques Vernazza Z.A.C. Saumaty-Séon - BP 193 13322 MARSEILLE CEDEX 16 Tél. : 04 96 15 22 60 - Fax : 04 96 15 22 61	BORDEAUX Z.I. avenue Gay Lussac BP 3 33370 ARTIGUES-près-BORDEAUX Tél. : 05 56 77 27 27 - Fax : 05 56 77 27 00
--	--	---

Sommaire

1. CONCLUSIONS

2. OBJET ET LIMITES DE LA PRESTATION

3. CONDITIONS DE RÉALISATION

4. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

ANNEXES

Annexe 1 : **Schéma(s) de repérage** (1 page y compris page de garde)

Annexe 2 : **Rapport(s) d'analyse du laboratoire** (2 pages y compris page de garde)
: soit 7 échantillons avec analyses multicouches

Annexe 3 : **Fiche(s) d'examen visuel** (4 pages y compris page de garde)

Annexe 4 : **Consignes générales de sécurité** (2 pages y compris page de garde)

CONCLUSIONS

1.1 – Rapports et documents techniques présentés :

Les documents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

NOM DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE D'EMISSION
Aucun rapport fourni		

Résultats des contrôles d'atmosphère :

-Pas de contrôle d'atmosphère recensé pour les zones concernées

1.2 - Résultats du repérage :

Notre mission concerne 2 zones de travaux distinctes : Une première dans le « bâtiment brun » ou va être déposé une conduite d'eau usée (voir photo en annexe), ou les traversée de murs ainsi que la chape a été prélevé et n'a pas révélé la présence d'amiante, et une deuxième ou la descente d'eau pluviale du « bâtiment bleu » va être déposée pour être changée.

- ☐ il a été repéré des matériaux et produits (*) contenant de l'amiante dans les zones concernées par les futurs travaux du « bâtiment bleu » :

<u>Localisation</u>	<u>Désignation du matériau ou produit</u>	<u>Repérage Visuel ou après Analyse</u>
Bât bleu Ensemble des niveaux	Colle +ragréage de Sol	Analyse P3 (Voir photos en annexe)

(*) matériaux et produits figurant en annexe 1 de l'Arrêté du 2 janvier 2002 dans les locaux concernés par les travaux

Rq : Il appartient à la société en charge du retrait de ces matériaux de quantifier la zone à désamianter pour la dépose du tuyau d'eaux pluviales.

- des prélèvements sur d'autres matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ont été effectués et n'ont pas révélé la présence d'amiante :

<u>Localisation</u>	<u>Désignation du matériau ou produit</u>	<u>Conclusion</u>
Bât brun RdC-Canalisation EU	Béton + peinture murale	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
Bât brun RdC-Canalisation EU	Chape de sol	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
Bât Bleu 3 ^o ét descente EP	Carton + plâtre de cloisons	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
Bât Bleu 3 ^o ét descente EP	Colle de faïence murale	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
Bât Bleu 1 ^{er} ét descente EP	Chape de sol	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
Bât Bleu RdC descente EP	Ragréage dans PT	Pas d'amiante observé dans l'échantillon

(*) matériaux et produits figurant en annexe 1 de l'Arrêté du 2 janvier 2002

1.3 - Préconisations :

- L'opération de repérage devra être étendue :
 - aux matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, listés au § 1.2.
 - aux locaux fermés ou non visités ainsi qu'aux zones (vides de construction, ...) et aux matériaux des éléments auxquels l'opérateur n'a pas pu accéder. (Voir liste au § 3.2)
- Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le décret 2006-761 du 30 juin 2006.
- Pour concevoir le projet de suppression de l'amiante, nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé conformément à la norme NF X 46-020 et à une entreprise spécialisée pour réaliser ces travaux conformément aux recommandations de la CRAM et aux guides de l'INRS.

1.4 – Autres informations :

- Il n'a pas été effectué aucune autre investigation dans le bâtiment. Seules les coffrages où sont accessibles les tuyaux ont été visités.
- Lors des travaux, si un matériau ou une zone technique (joint de dilatation, passage de conduit, coffrage perdu...) est repéré il faudra contacter l'APAVE, qui se déplacera dans les meilleurs délais.

2. OBJET ET LIMITES DE LA PRESTATION

2.1. Objet :

Notre intervention a pour but le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition des parties de l'immeuble dans le cadre des travaux mentionnés ci-après.

Renseignements relatifs à l'immeuble concerné :

- Date du permis de construire : années 70
- Usage : professionnel
- Nombre d'étages : 0 « Bât Brun » ; 4 « Bât Bleu »
- Nombre de sous-sol : 0
- L'immeuble a-t-il fait l'objet de travaux de rénovation ou de rénovation (si oui, nature et dates approximatives de ces travaux) : Aucune précision sur ce sujet

Description sommaire des travaux qui ont déclenché ce repérage :

- « Bâtiment Brun » : Remplacement d'une canalisation d'eaux usées au sous sol, avec traversée de 4 murs et d'une chape pour accès collecteur.
- « Bâtiment Bleu » : Remplacement d'une descente d'eaux pluviales accessible depuis des coffrages du 3^e, 1^{er} et RdC.

Seules les parties d'ouvrage appelées à être démolies, et déterminées par l'accompagnant le jour de notre visite, lors de ces travaux ont été inspectées

Les locaux non cités dans la liste ci-dessus n'ont pas été visités.

NB : Aucun liste exhaustive ni phasage travaux ne nous a été transmis.

2.2. Délimitation de la zone concernée par le repérage

-Le diagnostic s'est limité aux zones des futurs travaux définis par le client et repris dans le paragraphe ci dessus. Aucun prélèvement ou sondage destructif n'a été effectué en dehors de ces zones sauf demande express du client.

2.3. Limites de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'opérateur du CETE Apave Sudeurope a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité (respect du plan de prévention et des consignes de sécurité).

Notre inventaire porte spécifiquement sur les matériaux et produits figurant dans l'annexe 1 de l'arrêté du 2 Janvier 2002 relatif aux repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition.

Cet inventaire ne porte pas sur les équipements techniques et les mobiliers présents dans les locaux (exemple : matériels de cuisine, de chaufferie, équipements de travail, machines de process).

3. CONDITIONS DE REALISATION

3.1 - Déroulement de la visite :

La date d'intervention est mentionnée en page de garde.

Lors de la visite, il nous a été remis les plans suivants :

- Aucun plan fourni .

Renseignements généraux complémentaires :

Le plan d'intervention et les consignes de sécurité du bâtiment ou de la partie concernée n'ont pas été examinés.

3.2 - Locaux examinés :

Les locaux examinés sont listés sur la ou les fiche(s) d'examen visuel jointe(s) en annexe 3.

Les locaux et les zones qui n'ont pas pu être visités, ainsi que les matériaux et éléments de constructions auxquels l'opérateur n'a pas pu accéder sont listés ci-dessous :

LOCAUX ET ZONES NON VISITES MATERIAUX ET ELEMENTS DE CONSTRUCTION NON ATTEINTS	MOTIF DE L'ABSENCE DE REPERAGE
Tous les locaux concernés par les futurs travaux ont été visités	

- voir remarque au paragraphe 1.4

Ces locaux, zones, matériaux et éléments de construction devront faire l'objet d'une visite complémentaire afin de respecter les dispositions réglementaires.

Nous rappelons que le nombre et la nature des locaux visités restent sous la responsabilité du donneur d'ordre ou de l'accompagnant qui a montré les zones concernées. Aucune liste exhaustive ne nous a été transmise. La responsabilité de ce rapport n'est concernée que sur les zones auditées.

En cas de travaux sur de nouvelles zones un nouveau repérage sera nécessaire

4. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

L'examen visuel est détaillé en annexe n° 3 (fiches).

La localisation des prélèvements est décrite en annexes n° 1 et 3 (Schémas et fiches).

Les résultats d'analyse des échantillons prélevés figurent en annexe n° 2.

Les matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptibles d'en contenir, sont repérés sur le schéma en annexe n° 1 et récapitulés au § 1 «**Conclusions**» de ce rapport.

Cette annexe comporte 1 page y compris celle-ci

ANNEXE 1

SCHEMA(S) DE REPERAGE



Visuels sur canalisation d'eaux usées remplacées au bâtiment brun" : Pas d'amiante observé.



Visuels sur colle de ragréage contenant de l'amiante.



Visuels sur colle de faïence et cloisons ne contenant pas d'amiante

Cette annexe comporte 2 pages y compris celle-ci

ANNEXE 2

RAPPORT(S) D'ANALYSE DU LABORATOIRE

APAVE SUDEUROPE
 Mr REYNIER
 Avenue de l'Université
 Immeuble Le Coudon
 83160 LA VALETTE DU VAR

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Version du : 14/05/2010 18:11

Page 1 sur 1

N° dossier LEM : 10S015236

Date de réception du dossier : 07/05/2010

Référence dossier : CNMSS

Site : Bâtiment Brun + Bâtiment Bleu - 83 Toulon

N° éch. LEM	Référence client	Technique utilisée	Description visuelle de la phase	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
-001	P1 - Béton + peinture murale - Bât Brun - RdC - Canalisation EU	MET *	Matériau dur Peinture	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-002	P2 - Chape de sol - Bât Brun - RdC - Canalisation EU	MET *	Matériau dur	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-003	P3 - Chape + colle - Bât Bleu - 3ème descente EP	MET *	colle ragréage Matériau dur	1	Traitement acide	Fibres d'amiante de type Chrysotile
-004	P4 - Carton + plâtre cloisons - Bât Bleu - 3ème - Descente EP	MOLP *	Carton	2	-	Pas de fibre d'amiante
-004	P4 - Carton + plâtre cloisons - Bât Bleu - 3ème - Descente EP	MET *	Plâtre	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-005	P5 - Colle faïence murale - Bât Bleu - 3ème - Descente EP	MET *	colle ragréage Plâtre	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-006	P6 - Ragréage dans PT - Bât bleu - RdC descente EP	MET *	Ragréage	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-007	P7 - Chape sol - Bât Bleu - 1er descente EP	MET *	Matériau dur	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée selon la norme HSG 248 (MDHS 77)

Microscopie Electronique à Transmission (MET) réalisée selon les parties pertinentes de la norme NFX 43-050



Véronique Motsch
 Chef de Service site de Saverne

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objet soumis

à l'essai. L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par *.

Cette annexe comporte 4 pages y compris celle-ci

ANNEXE 3

FICHE(S) D'EXAMEN VISUEL

Les fiches d'examen visuel ci-après listent les locaux visités, identifient et localisent les matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptibles d'en contenir.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

- AVx : matériau ou produit contenant de l'amiante, reconnu visuellement par l'opérateur
- NPx : matériau ou produit ayant fait l'objet d'un prélèvement et d'une analyse négative (il ne contient pas d'amiante)
- APx : matériau ou produit contenant de l'amiante repéré après prélèvement et analyse
- Sx : matériau ou produit susceptible de contenir de l'amiante, non prélevé

x : Numéro d'ordre pour l'identification du matériau ou produit.

Si rien n'est noté, le matériau correspondant n'a pas été détecté dans la zone indiquée ou n'est pas concerné par les travaux

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Cette annexe comporte 2 pages y compris celle-ci

ANNEXE 4

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ AMIANTE

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels.

2. INFORMATIONS DES PROFESSIONNELS

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

A - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante ciment),
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante,
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment,
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussières,
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,
- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation,
- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés. Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n°11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.